

# «Une croissance tirée par la finance»

Pour Romaric Godin, l'Europe ne retrouvera une croissance de qualité qu'à condition de se servir à nouveau de l'économie réelle dissimulée sous l'endettement.

Romaric Godin est rédacteur en chef adjoint du journal français *La Tribune*.

De notre journaliste  
Frédéric Braun

R emettre la finance au pas pour échapper au piège de l'extrême droite. C'est sous ce titre que sur invitation des associations etika et Attac Luxembourg, Romaric Godin, rédacteur en chef adjoint à *La Tribune*, a parlé hier à la salle Rheinsheim à Luxembourg de la crise du capitalisme comme une des clefs pour comprendre la montée des populismes en Europe et ailleurs dans le monde.

La crise des subprimes de 2007, qui a plongé le monde dans une crise économique profonde, a été suivie d'une reprise «faible et insatisfaisante, de très mauvaise qualité», a expliqué le journaliste financier, pour qui cette reprise équivaut tout au plus à une «consolidation après crise». Le taux d'inflation est resté stable et la demande reste faible dans la zone euro, alors que les inégalités sociales sont en croissance. La «paupérisation», après avoir touché les plus démunis, concerne aujourd'hui les classes moyennes, dont le rêve d'ascension sociale se brise contre la réalité. En l'absence d'alternative, on assiste au retour des populismes et des solutions simples ou alors de visions nostalgiques prônant un retour aux Trente Glorieuses, à un âge d'or hypothétique.

## Relancer l'investissement public

Pour comprendre les origines de cette évolution, Romaric Godin nous fait remonter aux années 70 et aux débuts d'une «politique d'endettement, c'est-à-dire la financiarisation croissante de l'économie stagnante pour combler son besoin de liquidités. Et où on choisit de satisfaire les actionnaires plutôt que de privilégier les investissements. Pacte avec le diable, qui signera le début de ce qu'on appelle la mondialisation, la baisse des coûts de production, des salaires et des impôts sur les sociétés. Tout cela suivi d'une «déconstruction de l'État social pour donner de la marge aux sociétés». Le résultat : une «dissimulation de l'économie réelle» qui a une production moindre, comme l'a expliqué Romaric Godin.

En même temps, l'extrême droite est présente dans les régions touchées par la désindustrialisation de-



Photo : isabella finzi

Aux yeux de Romaric Godin, il faut remettre la finance au service d'une croissance de qualité.

puis bien avant la crise de 2007, notamment «sur les anciennes terres de la gauche», parmi les plus touchés par cette «croissance tirée par la finance», comme l'appelle le rédacteur en chef adjoint de *La Tribune*, les politiques d'austérité et de dérégulation du marché du travail en l'absence de croissance de la production.

Romaric Godin révèle également le rôle ambigu joué par les Banques centrales qui accordent des subventions sous forme de prêts et qui, par-

là même, ne font qu'alimenter le système de la financiarisation.

Mais il y a des pistes de sortie : le journaliste français exige une «réflexion à un nouveau type de capitalisme», un capitalisme qui remettrait la finance au service d'une «croissance de qualité». Mais avant d'y arriver, il faudrait des investissements. Malheureusement, avec les propositions politiques qui courent, rien ne laisse présager un changement d'orientation. Si bien que, comme le dit Romaric Godin, «les

populations ont toutes les raisons de se désintéresser de la politique et donc de laisser la voie aux populistes».

Pour que l'on constate un changement, il faudrait déjà, comme le propose Romaric Godin, retourner à l'investissement public, réformer l'État, contrôler l'utilisation des fonds qui bénéficient de garanties d'État, et réduire de manière générale l'attrait pour la liquidité, à côté de la lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscales.

## Les innovations récompensées

La 22<sup>e</sup> édition du prix de l'Innovation de la Fedil s'est déroulée hier. Cinq entreprises ont été primées pour leurs investissements dans la recherche.

P our cette édition 2016 du prix de l'Innovation, une vingtaine d'entreprises ont déposé leur candidature. Au final, cinq ont été couronnées. Le prix de l'Innovation 2016 a été attribué à l'entreprise Tarket pour son projet «Digital printing for vinyl floor covering». L'objectif de ce projet, d'après la Fedil, était de «développer et de mettre en œuvre la nouvelle technologie d'impression numérique dans l'environnement industriel de la production de revêtement de sol en PVC».

Le prix de la catégorie «start-up» a été décerné à Apateq-PWT SA pour le



Photo : isabella finzi

## AU LUXEMBOURG

### BANQUE

La banque Degroof Petercam Luxembourg a fait savoir la nomination de Bruno Houdmont au poste de PDG de l'établissement financier belge. Il est entré en fonction hier. Il remplacera Philippe Masset qui a assuré la fonction par intérim. Bruno Houdmont a travaillé plus de 30 ans au sein du groupe ING et a assuré différentes fonctions. La banque privée a par ailleurs annoncé la nomination de Franck Wagener en tant que nouvel administrateur «indépendant de son conseil d'administration». Il a travaillé plus de 30 ans à la BIL. «Il exerce divers mandats au sein d'entités notamment à la Bourse de Luxembourg, Luxempart, Saint-Paul Luxembourg et Hunter Douglas-Rotterdam», a indiqué Degroof Petercam. À l'image de celle de Bruno Houdmont, cette nomination est soumise à l'approbation «des autorités de tutelle et de l'assemblée générale des fonctionnaires».

### POST

Le renouvellement de la convention collective de travail de Post Telecom SA a été signé le 1<sup>er</sup> décembre dernier par la direction de l'entreprise et les syndicats ALBA, LCGB et OGBL, a-t-on appris hier. Ce renouvellement pour deux ans est applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2016. Cette nouvelle version de la convention prévoit revalorisation salariale de manière rétroactive «pour la plupart des collaborateurs/trices de PostTelecom».

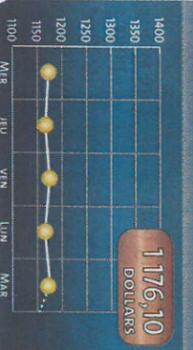
## LA BOURSE



## LE BARIL



## L'ONCE D'OR



## Bilans bancaires en hausse

La Banque centrale du Luxembourg (BCU) a informé, hier, par voie de communiqué que la somme des bilans des établissements de crédit a connu une hausse de 1,1 % entre le 30 septembre et le 31 octobre. Elle passe de 743 101 millions à 753 155 millions d'euros. Sur un an, c'est-à-dire entre octobre 2015 et octobre 2016, la somme des bilans a enregistré une baisse de 1 %. Par ailleurs, la différence entre les créances et les engagements interbancaires (le solde interbancaire), est resté «positif». «Il s'est inscrit à 96 820 millions d'euros à la fin du mois d'octobre 2016», note